

Lettre de M. Jacques Chirac, Président de la République, adressée à M. Martti Vanhanen, Premier ministre de Finlande, Président en exercice de l'Union européenne, sur la situation humanitaire au Liban et dans les territoires palestiniens et sur sa proposition d'envoyer en mission sur place M. Javier Solana, secrétaire général du Conseil, haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, le 20 juillet 2006.

Monsieur le Premier ministre, Cher ami

La crise dans les territoires palestiniens et au Liban franchit d'heure en heure des étapes extrêmement graves et préoccupantes. Cette escalade des hostilités s'accompagne de pertes humaines de plus en plus nombreuses, d'une détérioration de la situation humanitaire et de la destruction d'infrastructures civiles.

Au Liban, les Européens accomplissent ensemble un important travail pour assurer l'évacuation de leurs ressortissants qui le souhaitent. Vous savez que la France, qui joue une place prépondérante dans ce dispositif, a déjà pris en charge un grand nombre d'entre eux.

Cette mission est, bien entendu, notre premier devoir. Mais au-delà de l'évacuation de nos ressortissants, les développements sur plusieurs théâtres au Proche Orient mettent en danger la sécurité et l'équilibre politique de l'ensemble de la région.

Au Conseil européen des 16 et 17 juin derniers, dans un contexte à l'époque moins dramatique, j'avais, en saluant l'action du secrétaire général du Conseil, haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, M. Javier Solana pour porter la voix de l'Europe dans les crises internationales, souhaité que celui-ci soit mandaté pour prendre une initiative politique sur le processus de paix au Proche Orient, au nom de l'Union européenne. Un certain nombre de partenaires avaient fait écho à cette proposition.

M. Javier Solana agit. Il s'est rendu à Beyrouth le 16 juillet et a fait un rapport alarmant de la situation aux ministres des affaires étrangères de l'Union réunis à Bruxelles le 17 juillet. Il multiplie actuellement les contacts en Israël, dans les territoires palestiniens, et dans la région. Le contexte actuel me confirme dans la pertinence de ma proposition de juin. Je souhaite la réitérer aujourd'hui pour que la Présidence sollicite M. Solana pour effectuer, en articulation avec les Nations Unies et les autres acteurs régionaux, des navettes sur place afin de rencontrer les interlocuteurs nécessaires et de contribuer à faire très rapidement des propositions pour réunir les conditions d'un cessez-le feu global et durable dans la région.

L'Union européenne dispose dans les deux crises distinctes en cours, c'est-à-dire celle qui prévaut à Gaza depuis plusieurs semaines et celle déclenchée depuis une semaine entre Israël et le Liban, d'un poids et d'une crédibilité propres qui lui offrent les moyens de peser efficacement pour des solutions. La mission qui serait confiée à M. Solana devrait à cet égard mentionner, en les distinguant nettement, les efforts que l'Union européenne pourrait faire aussi bien pour parvenir à une désescalade des violences ainsi qu'aux conditions d'un cessez-le-feu durable, entre Israël et le Liban que pour parvenir à désamorcer la crise en cours à Gaza et rétablir une trêve durable.

Monsieur le Premier Ministre, j'ai noté la grande sensibilité de la Présidence finlandaise de l'Union européenne depuis le démarrage de cette crise. Je m'en fais l'écho pour que soit confiée cette mission au Secrétaire général du Conseil, haut représentant pour la PESC. Nos citoyens ne comprendraient pas, qu'en lien avec les Nations Unies et les autres acteurs de la communauté internationale, l'Union européenne, qui a toujours fait entendre au Proche Orient sa voix originale et équilibrée, n'agisse pas au plan politique devant le drame qui s'y déroule. J'en appelle donc à vous pour susciter cette initiative européenne. Je vous prie d'agréer, Monsieur le premier Ministre, l'expression de ma haute considération.